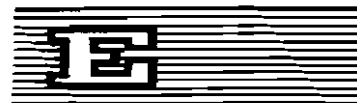


50170



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.

GENERALE

E/ECA/CM.11/6/Summary

25 janvier 1985

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Arusha (République-Unie de Tanzanie),
15-22 avril 1985

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingtième session de la Commission et
onzième réunion de la Conférence des
ministres

Arusha (République-Unie de Tanzanie),
25-29 avril 1985

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

POLITIQUES ET PROGRAMMES INTEGRES POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ELEVAGE

EN AFRIQUE

* E/ECA/TPC.11.6/1/Rev.1.
E/ECA/CM.11/1/Rev.1.

Résumé

Généralités

1. Lors de la préparation de l'étude, il a été constaté que toute une série de stratégies, de programmes et projets connexes visant à accroître la production alimentaire en général, et la production animale en particulier, avaient été mises au point et appliquées avec plus ou moins de succès aux niveaux national, sous-régional et régional. Par ailleurs, de nombreuses résolutions et recommandations sur l'élevage adoptées lors de diverses réunions techniques et politiques n'ont pas toutes donné lieu à des applications pratiques de la part des pouvoirs publics, que ce soit sous forme d'une allocation de crédits ou d'investissements prioritaires à l'échelle tant nationale que sous-régionale. Au vu de cela, il a été jugé peu probable que les stratégies, résolutions et recommandations adoptées à l'avenir soient couronnées de succès si les obstacles à leur application n'étaient pas identifiés, analysés et discutés avec les responsables nationaux et régionaux de la planification, de l'exécution et du financement en ce domaine. Il importe de se mettre d'accord sur les causes du déclin de l'élevage et sur les mesures propres à y remédier.

2. C'est en tenant compte de tous ces éléments que l'on a mis l'accent, dans le présent rapport, sur l'évaluation des progrès réalisés et la définition d'une approche spécifique propre à favoriser la mise en valeur de ce secteur. Par sa résolution 463(XVIII), la Conférence des ministres de la CEA, réunie à Addis-Abeba en 1983, a prié le secrétariat de la Commission d'entreprendre, en collaboration étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des études prospectives sur le secteur de l'élevage, d'évaluer les progrès réalisés et de définir une approche spécifique pour la mise en valeur de ce secteur en vue d'accroître la contribution de l'élevage au développement du secteur de l'agriculture et de l'alimentation. Toutefois, il a été décidé de reporter à une phase ultérieure la réalisation des études prospectives.

Problèmes du secteur de l'élevage et moyens utilisés pour y faire face

3. Dans le cadre de l'étude, on a tout d'abord tenté de cerner les problèmes de l'élevage tels qu'ils se posent aux éleveurs, aux pouvoirs publics et aux institutions de financement, puis d'analyser les moyens utilisés par chacun de ces groupes pour y faire face. Cela a permis de montrer que souvent les intérêts ne sont pas les mêmes en ce qui concerne les objectifs et les stratégies de ces divers groupes en matière d'élevage.

4. Pour l'éleveur, il s'agit : i) de réduire au minimum le taux d'exploitation des animaux de boucherie, tout en tenant compte de la nécessité d'assurer la subsistance de sa famille; ii) de reconstituer le troupeau après des catastrophes naturelles (sécheresse et épizooties) ou causées par l'homme; iii) de faire face aux problèmes que pose la pénurie de ressources et de services (parcours et eau; services vétérinaires et de commercialisation, etc.). Il lui est de plus en plus difficile d'avoir recours à certaines techniques traditionnelles, telles que la transhumance et le nomadisme, qui permettaient de faire face tant aux variations saisonnières affectant les ressources, notamment l'eau, la sécheresse et les épizooties. Par reconstitution, on entend ici les moyens permettant à l'éleveur de conserver un grand nombre d'animaux de deux sexes et d'âge et de catégorie divers et d'en placer un certain nombre auprès de parents vivants dans des régions éloignées afin de parer aux calamités et de sauvegarder son capital et ses moyens de subsistance. Or, de nombreux responsables en matière d'élevage considèrent que c'est cela essentiellement qui empêche les pouvoirs publics, de réaliser leur objectif, à savoir accroître au maximum la contribution du secteur de l'élevage au développement socio-économique national et ce, par l'accroissement quantitatif de la viande de boucherie et des produits laitiers de haute qualité commercialisés, en tenant compte de la nécessité de réduire ou d'éliminer les obstacles à la production et à la commercialisation auxquels doivent faire face les éleveurs et les négociants, tant individuellement que collectivement. Non seulement la quantité de viande par habitant ne cesse de chuter, mais encore les pouvoirs publics, dans la plupart des pays, ont de plus en plus de difficultés à mobiliser des ressources, notamment financières, ne serait-ce que pour maintenir les points d'eau et les services de santé et de commercialisation actuels. Pour ce qui est des institutions de financement, de nombreuses évaluations particulièrement celles effectuées au début des années 80, ont fait ressortir les mauvais résultats obtenus dans le secteur de l'élevage en Afrique et montré que l'intervention de ces institutions ne produisait pas les résultats escomptés. Il leur fallait donc tenter de trouver les moyens d'améliorer leur intervention dans ce secteur. A cet effet, bon nombre de ces institutions, en vue de résoudre, chacune de leur côté, les problèmes à ce niveau, ont mis au point des stratégies d'intervention qui nécessitaient parfois une réforme des pratiques et des structures administratives ainsi qu'une contribution de contrepartie relativement importante.

5. Dans l'ensemble, on peut dire que l'inadéquation des solutions proposées pour faire face à ces problèmes explique que le bilan du secteur de l'élevage en Afrique soit de plus en plus mauvais. Certes, il est encourageant de noter qu'on est de conscience de l'état inquiétant de ce secteur et de la nécessité de renverser la tendance, toutefois, il faut comprendre qu'il est essentiel, si l'on veut accroître de façon durable la production de viande de boucherie et de produits laitiers commercialisés, que tous les partenaires, à savoir les éleveurs, les pouvoirs publics et les

institutions de financement, modifient leurs politiques et attitudes en matière de développement du secteur et fassent preuve de plus de souplesse dans l'application des politiques et stratégies adoptées.

Bilan du secteur de l'élevage au cours des 15 dernières années

6. Pour analyser les résultats obtenus dans ce secteur, l'économie de l'élevage et l'évolution de la production, de la consommation et de la commercialisation au cours des 15 dernières années ont été examinées. Il en ressort que toute la structure des systèmes de production est touchée par la sécheresse et les épizooties qui sont les principaux facteurs de risque pour l'éleveur qui répugne à en prendre. L'Afrique dispose d'un important patrimoine zootechnique (150 millions de têtes de bétail en 1982) que les principaux pays producteurs n'ont pas mis en valeur; mais toutes les sous-régions, à l'exception de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, ont enregistré en 1982 un déficit de la balance commerciale estimé à 21 milliards de dollars, contre un peu moins d'un milliard en 1970. Pour la période considérée, ce déficit s'est alourdi en moyenne de 27 p. 100 par an. Si cette évolution se poursuit, on peut envisager des déficits de l'ordre de 180 milliards et de 1 370 milliards de dollars à l'époque où le marché commun africain et la communauté économique africaine deviendront opérationnels. L'importance du secteur de l'élevage pour la balance des paiements n'est donc plus à démontrer.

Principaux obstacles au développement du secteur de l'élevage

7. Des efforts considérables ont été déployés, particulièrement depuis le début des années 70, en vue de surmonter les obstacles techniques au développement du secteur de l'élevage. Malheureusement, étant donné l'idée que l'on se faisait du développement et les méthodes adoptées à cet égard, ces efforts n'ont pas été à la mesure ni du problème ni du potentiel de ce secteur. En conséquence, les résultats ont été décevants. On s'aperçoit aujourd'hui que cela était dû au fait que l'on avait pas lors de la mise au point et de l'exécution des projets, tenu dûment compte, des motivations, des objectifs, des aspirations et des stratégies des éleveurs; de même, on n'avait pas mis en place les structures permettant de mobiliser les ressources, notamment financières, que les éleveurs pouvaient mettre au service du développement de leur propre secteur. L'analyse des obstacles à ce développement a permis de montrer que la façon dont les pouvoirs publics voyaient la question était au coeur du problème. L'incompréhension des problèmes qui se posent aux éleveurs, la conception erronée que l'on se fait des objectifs des projets lors de la planification du développement du secteur de l'élevage, l'inadéquation des politiques foncières et de commercialisation, de fixation de prix et de lutte contre les épizooties sont autant d'entraves au développement de l'élevage. En outre, l'attitude des producteurs en tant que groupe constitue un obstacle majeur à la réalisation des objectifs assignés à l'élevage.

8. Certains s'étonneront que la sécheresse ne soit pas citée comme le principal obstacle au développement du secteur de l'élevage, particulièrement dans les zones arides, d'où vient en grande partie la production du continent. Cependant, il ne faut pas oublier que, dans de nombreux pays africains, les pâturages sont la propriété de la communauté et sont exploités collectivement; dans ces zones arides, les éleveurs ont à faire face à de graves problèmes au niveau de la répartition et de la mise en valeur de ces pâturages. C'est pourquoi on a jugé, dans l'étude, que certains des effets et des causes de la sécheresse (dégradation des parcours et désertification) étaient attribuables à l'incapacité des pouvoirs publics de faire appliquer une politique foncière propre à encourager les éleveurs à adopter ou à continuer d'utiliser des techniques améliorées pour la mise en valeur des ressources dans les zones de parcours des régions arides.

Mesures propres à réduire ou éliminer les obstacles au développement de l'élevage

9. L'étude met l'accent sur le fait qu'en l'absence de mesures radicales et d'un ajustement des politiques aux niveaux national, sous-régional et régional pour arrêter cette évolution défavorable, le bilan du secteur de l'élevage risque de s'aggraver. Ces mesures doivent, à l'échelle nationale, être axées sur la mise au point de politiques propres à favoriser progressivement la participation active des éleveurs au développement du secteur et à réduire les divergences entre les objectifs et les stratégies des éleveurs et ceux des pouvoirs publics. Il faut en particulier décider d'une politique foncière adéquate; adopter et faire appliquer une réglementation propre à assurer un équilibre judicieux entre les besoins d'une part et la capacité des sols; de l'autre veiller à la fourniture des services requis, par des particuliers, des entreprises privées, des sociétés, des coopératives et/ou par le secteur public; et, enfin, adopter des stimulants d'ordre économique en vue d'encourager l'engraissement des animaux d'embouche et des vaches réformées avant de les envoyer à l'abattoir.

10. Les mesures ci-après devraient permettre de faciliter l'intégration des activités de production et de commercialisation à l'échelle sous-régionale et régionale :

- i) Organisation de séminaires sous-régionaux en vue d'évaluer les politiques et les stratégies relatives au développement de l'élevage et de proposer des solutions concrètes aux problèmes du développement de ce secteur aux niveaux national et sous-régional;
- ii) Création, au niveau sous-régional, d'institutions et de mécanismes propres à soutenir les efforts nationaux et à faire en sorte que les politiques et les programmes des Etats membres se complètent mutuellement, afin d'éviter des obstructions, des conflits d'intérêt et le gaspillage des maigres ressources de la sous-région.

11. On peut notamment envisager :

- l'organisation tous les cinq ans par exemple d'une conférence sur la recherche-développement dans le domaine de l'élevage en Afrique en vue d'évaluer les progrès accomplis et de déterminer la voie à suivre;
- la création d'un fonds commun de développement de l'élevage;
- la mise en place de moyens efficaces de programmation pour ce secteur;
- l'harmonisation des politiques d'établissement des prix, notamment la mise en place de systèmes de prix coordonnés ainsi que de réseaux d'information sur la commercialisation;
- l'harmonisation et la coordination des politiques de formation et des travaux de recherche par la mise en place de réseaux régionaux de chercheurs travaillant sur les mêmes problèmes;
- l'harmonisation et l'application des réglementations et des contrôles vétérinaires en vue de faciliter les échanges sous-régionaux.

12. Il importe également que les Etats membres concluent des arrangements en cas de catastrophe de façon à ce que, en cas de sécheresse, par exemple, les pays épargnés fournissent des aliments pour animaux aux pays touchés; de même, ceux qui disposent d'installations de transformation de la viande se chargeraient des animaux décharnés en provenance des pays touchés par la sécheresse. Il conviendrait également de conclure d'autres types d'arrangements pour la mise en commun et la mobilisation totale de la main-d'oeuvre, des équipements, des infrastructures et des autres ressources de la sous-région en vue de lutter contre les maladies épizootiques mortelles, telles que la peste bovine, sévissant dans un pays ou groupe de pays; d'autres arrangements pourraient comporter une assistance mutuelle en vue de la reconstitution des troupeaux décimés par la sécheresse ou les maladies.